

CAPITALISATION DE LA

CPEEG

CAISSE DE PRÉVOYANCE DE L'ÉTAT DE GENÈVE



RETRAITES CPEG →

OUI À LA LOI 12228

POUR UNE RETRAITE DIGNE, PLUS D'ÉGALITÉ ET
DU LOGEMENT ABORDABLE POUR TOUTES ET TOUS

NON À LA LOI 12404

QUI PÉJORE NOS RETRAITES

QUESTION SUBSIDIAIRE: Choix 1 Loi 12228



- > **FAMCO** - FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS DE MAÎTRES DU CYCLE D'ORIENTATION
- > **LES SYNDICATS DE LA POLICE GENEVOISE**
- > **PERSONNEL DE LA SANTÉ** : POUR LA DÉFENSE DES SOINS ACCESSIBLES À TOUS - CARTEL
- > **POUR UNE ÉCOLE GENEVOISE DE QUALITÉ** - SOCIÉTÉ PÉDAGOGIQUE GENEVOISE



IL FAUDRA VOTER CAR IL S'AGIT DE VOS PRESTATIONS!

Le résultat des votations du dimanche 19 mai sera primordial pour les conditions de travail et les retraites des employé-e-s de l'État ainsi que pour les prestations qu'elles-ils délivrent.

- **2 x NON à des milliards de cadeaux fiscaux pour les grandes entreprises (RFFA et LIPM).**

La RFFA c'est la version faussement améliorée de la RIE3 (réforme sur la fiscalité des entreprises) rejetée il y a 2 ans à 60% des votant-e-s, assortie d'une soi-disant compensation sociale de financement de l'AVS complètement insuffisante, payée en partie par les salarié-e-s et qui n'améliorera nullement les rentes ni ne protégera contre les projets d'élévation de l'âge de la retraite AVS21. Nous disons NON à la RFFA car ce sont des milliards de cadeaux fiscaux pour les grandes entreprises et leurs actionnaires et une mise en concurrence entre cantons pour accorder ces privilèges fiscaux. In fine, ce sont des recettes en moins dans les caisses publiques, des services publics et des prestations à la population en moins. La population, les salarié-e-s paieront plus d'impôts. Pareil pour la version cantonale (LIPM) qui engendrera des pertes fiscales annuelles d'un demi-milliard de francs pour Genève. Ce, alors que la population augmente ainsi que les besoins et les infrastructures. Ces pertes de revenus entraîneront des baisses de prestations drastiques et des plans d'austérité. Les petites mesures d'accompagnement ne compensent nullement les pertes et Genève a la possibilité de faire moins de cadeaux et de prévoir des compensations sérieuses. Ne vous laissez pas bernier! Pour que Genève demeure attractive grâce à la qualité de ses services publics: votez NON à la LIPM/RFFA, NON à l'arnaque fiscale. Plus d'infos: www.non-rffa.ch

- **OUI à la sauvegarde des rentes de la CPEG et à la création de logements (Loi 1 sur la CPEG)**
- **NON à un financement injuste et déséquilibré des retraites de l'État (Loi 2 sur la CPEG)**
- **Question subsidiaire: Loi 1**

Pour des retraites dignes pour les employé-e-s de l'État qui vous servent, pour une capitalisation saine et moins coûteuse de la CPEG et la création de logements abordables pour les Genevois-e-s, votez OUI à la Loi 1 (Loi 12228), NON à la Loi 2 et choisissez la Loi 1 pour la question subsidiaire. La caisse de prévoyance de l'État de Genève (CPEG) est contrainte d'augmenter massivement ses réserves et les rendements (à cause du changement de la loi fédérale en 2010 adoptée par la droite parlementaire). Ce, alors qu'elle est bien gérée. Les travailleuses et les travailleurs de la fonction publique (45000 personnes) ont déjà subi des pertes depuis 2013 entre 13% et 17%. Il faut éviter les baisses supplémentaires et renoncer à reporter tous les risques sur les salarié-e-s. La loi 1 sur la CPEG permet une capitalisation peu risquée, en transférant les terrains constructibles de l'État (PAV) à la caisse pour y construire du logement à loyer abordable pour les Genevois-e-s. L'initiative Cartel-ASLOCA a été massivement soutenue. Plus d'infos: www.cartel-ge.ch

- **NON au travail du dimanche sans réelles protections (LHOM).**

Le 27 novembre 2016, le peuple avait clairement conditionné l'ouverture de 3 dimanches par an à l'existence d'une CCT protégeant les salarié-e-s des abus. Comme pour la RFFA, la droite, non contente du résultat, remet le couvert sur le sujet. Refusons l'ouverture des dimanches sans réelle protection des employé-e-s.

Plus d'infos: www.sit-syndicat.ch/spip/IMG/pdf/Referendum_LHOM_-_argumentaire.pdf